N° 6. SAMEDI 25 SEPTEMBRE 1830. IIe ANNÉE.

# L'ORGANISATEUR,

## JOURNAL

## DE LA DOCTRINE SAINT SIMONIENNE,

PRIX DE L'ABONNEMENT :
25 fr. pour l'année ;
13 fr. pour six mois,
Et 7 fr. pour trois mois.

Paraît une fois par semaine.

ON S'ABONNE
Au bureau du Journal, rue Monsigni, n° 6, près le passage Choiseul ;
Chez Alex. Mesnier, place de la Bourse ;
Et chez Évrat, rue du Cadran, n° 16.

Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Tous les priviléges de la naissance, sans exception, seront abolis.
A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres.

### PRÉDICATION DU 19 SEPTEMBRE 1830.

AUX PARTIS !

Des cris de guerre se sont fait entendre, et ils retentissent encore à nos oreilles ! des accens de colère et de rage partent de deux camps qui sont en présence, qui paraissent tout prêts à en venir aux mains ! L'ancien régime se serait-il donc relevé, encore une fois, de ses défaites ? Le prince de Waterloo aurait-il rejeté sur nos côtes le vaisseau qui allait ensevelir en Angleterre les dernières espérances du parti féodal ! Le donjon de Vincennes aurait-il lâché sa proie ? Ecoutons... pas une voix qui annonce que les preux de la monarchie, que les publicistes de la congrégation soient engagés dans ce bruyant débat !

On s'injurie, on se menace, on se déchire, et les combattans portent tous pourtant les mêmes couleurs, servent tous les mêmes divinités, disent tous anathème au passé ! Tous l'ont vaincu ! tous s'efforçent d'accaparer la victoire ! Tous veulent gouverner le présent, sans trop s'inquiéter de l'avenir, même le plus rapproché, qu'ils ignorent ! tous désirent uniquement le bonheur et la gloire de leur pays ! et ils s'accusent tous les uns les autres d'avoir fait, ou de faire précisément le contraire de ce qu'ils prétendent ! Et ils se taxent mutuellement de mensonge, d'hypocrisie, de cupidité ou de démence !

Malheureuse France ! malheureux peuple ! Le voilà donc ce lendemain, ce triste lendemain, que nous avions assigné au jour de triomphe du criticisme libéral ! Vingt partis, qui renferment une infinité de nuances, surgissent, s'agitent dans son sein... ! Mais il en est trois principaux, dont les autres ne sont que des subdivisions, et qui se poursuivent de jour en jour avec plus d'acharnement et de violence. Voyez l'aristocratie bourgeoise, superbe et radieuse, s'attribuer exclusivement la dépouille de l'aristocratie nobiliaire, comme si c'était sa propre conquête. N'est-ce pas elle en effet qui a parlé la première de liberté et d'égalité, pour renverser ce qui s'élevait au-dessus d'elle ! A elle donc aujourd'hui la toge et l'épée ; elle fera la loi au palais Bourbon ; elle l'appliquera au Palais de Justice ; elle présidera à son exécution partout où il le faudra. Son règne sera celui de l'*ordre légal*. Les nobles appelaient bien aussi de ce nom le régime qui consacrait

*galement* leurs prérogatives; mais les NOBLES se trompaient; leurs droits étaient des *priviléges abusifs;* les *droits* des BOURGEOIS, seuls, sont *légitimes* et inattaquables! Les NOBLES avaient la folle prétention, dans un siècle de lumières, de vouloir hériter *des titres, du rang, des services* de leurs ANCÊTRES; les BOURGEOIS, qui marchent aujourd'hui à la tête de la civilisation, puisqu'on les trouve dans tous les comités, dans toutes les associations politiques, scientifiques, littéraires et industrielles, les bourgeois n'ont pas d'aussi ridicules préjugés; ils n'ont cessé de répéter à la vieille aristocratie que :

On est grand par soi-même et non par ses aïeux;

et ils se contentent, EUX, d'hériter *des terres, de l'argent, des travaux* de leurs ANCÊTRES, ce qui les fait *riches*, et non pas *grands*, par héritage, distinction essentielle, qu'il ne faut pas oublier; car sans elle croulerait toute l'argumentation du journal officiel de la bourgeoisie, bien résolu d'ailleurs à soutenir ses droits, sa position légale, à défaut de logique, par la force des armes, et à frapper comme factieux et rebelle quiconque voudrait y porter atteinte.

Et les journaux, qui représentent l'ARISTOCRATIE ÉLECTORALE des petits propriétaires et des patentés, de se récrier aussitôt, non contre l'hérédité de la fortune, qui ne leur tient pas moins à cœur qu'à la bourgeoisie, mais contre le monopole des faveurs, des emplois et du pouvoir, que la bourgeoisie s'attribue. Ils veulent l'*ordre légal* aussi, mais ils lui donnent un peu plus d'extension démocratique; ils feraient des électeurs à 200 francs et des éligibles à 500; ils seraient bien aises, aussi, qu'on leur passât quelques préfectures, quelques porte-feuilles; du reste, ils ne font pas moins parade que les bourgeois, de leurs dispositions belliqueuses contre les ennemis de l'*ordre légal*, et on les a vus terminer, naguère, une provocation aux moyens extrêmes contre les classes ouvrières, par cette sanglante prophétie des ministres de Charles X : FORCE RESTERA A LA LOI.

Viennent ensuite les interprètes de l'opinion DÉMOCRATIQUE pure; ils opposent aux aristocrates de la bourgeoisie, de la finance et du commerce, le principe *de la souveraineté du peuple*, que les doctrinaires ont adopté un jour, un seul jour, avec timidité, pour changer la dynastie, mais dont ils repoussent depuis opiniâtrement les conséquences, soit qu'ils aient plus de lumières, ou plus d'ambition, ou moins d'énergie, que les républicains. Ceux-ci, du reste, ne sont pas plus disposés que les oligarques du canapé à l'abolition complète des priviléges de la naissance; ces hommes, *éminemment positifs*, s'indignent à la pensée qu'on puisse hériter d'un *titre*, d'un *ruban*; mais ils n'ont pas le temps de songer, ou l'intention de s'opposer, à la transmission héréditaire des *châteaux, terres, manufactures*, choses futiles, sans doute, à leurs yeux, et sans importance pour l'amélioration morale, intellectuelle et matérielle des classes pauvres. Ces hommes, *éminemment amis du peuple*, ne réclament pour lui que la liberté de parvenir à tous les emplois, même au ministère, et de perdre son temps dans une assemblée primaire ou dans un club; ils n'ont d'ailleurs nullement le desir de changer sa position matérielle par d'autres voies que la liberté illimitée, sans s'inquiéter de savoir si cette voie, indiquée, par la police elle même, aux ouvriers qui lui demandaient du travail et du pain, ne mène pas droit à un précipice, et ne constitue pas un véritable abandon, un délaissement cruel, de la part de la société et du pouvoir. Aussi, entendez les champions de la bourgeoisie déclarer à ces austères démocrates qu'ils ne peuvent rien, malgré toutes leurs prétentions, pour améliorer le sort des classes pauvres, attendu que l'exaltation républicaine ne touche pas plus que le modérantisme constitutionnel à l'organisation intime de la société. Il est très-vrai, en effet, que ces deux fractions du parti libéral, qui paraissent si éloignées l'une de l'autre, ne diffèrent que sur les questions superficielles du mécanisme gouvernemental. Car, que les publicistes officiels ne l'oublient pas, si leurs adversaires sont aussi impuissans qu'eux à guérir les maux du peuple, ils sont eux-mêmes aussi impuissans que leurs adversaires à fonder un ordre réel et durable, puisqu'ils s'appuient tous également sur le même principe, et qu'ils ne se séparent que dans l'application : les uns, plus sages ou plus timides, reculant devant le désordre, et préférant l'inconséquence à la confusion; les autres, plus énergiques ou plus désintéressés, poussant logiquement leur doctrine jusqu'à ses derniers résultats.

N'est-il pas manifeste, aujourd'hui, que c'est sur la force brutale seule, sur l'intervention des baïonnettes, ou sur celle de la multitude, qu'ils comptent tous, en définitive, pour établir et maintenir leur système? Ici, *la liberté* se retranche derrière la violence des *masses;* là, *l'ordre public* se réfugie derrière la violence du *pouvoir*; l'anarchie est toujours imminente d'un côté; le despotisme toujours menaçant de l'autre. Et cette cruelle alternative se perpétuera aussi long-temps que la société manquera de ce qui constitue réellement la LIBERTÉ et l'ORDRE, de ce qui établit une communauté d'affections, d'idées et d'efforts entre ses membres, de ce qui fait que les uns commandent en pères, et que les autres obéissent en fils, que tous concourent à un même but en partant d'un même principe, en professant les mêmes croyances, c'est dire qu'UNE RELIGION NOUVELLE, en harmonie avec les vues, les lumières et les besoins des temps nouveaux, peut seule combler l'abîme des révolutions; et c'est cette tâche immense, cette œuvre de salut, que nous venons accomplir, au nom de Dieu et de Saint-Simon.

Oui, nous sommes tout-à-fait en dehors des diverses fractions du parti libéral, si acharnées aujourd'hui les unes contre les autres; quoique les constitutionnels

n'ayant égard qu'à notre sympathie, vive et profonde, pour le peuple, nous rangent souvent parmi les *démocrates;* quoique les démocrates, n'écoutant que leurs répugnances pour tout pouvoir qui vient d'en haut, et par conséquent pour notre hiérarchie, nous considèrent parfois comme des *mystiques et des absolutistes.*

Nous dirons aux premiers : non, il ne faut pas nous confondre avec les *républicains*, puisque les républicains respectent, autant que vous, les restes du privilége héréditaire; puisqu'à leurs yeux le hasard de la naissance a encore des droits; puisqu'ils partent, comme vous, d'un principe, qui, en bonne logique, mène à l'anarchie, et que nous partons, nous, d'un principe contraire, qui substitue le concert à la rivalité, l'amour à l'antagonisme; puisqu'ils donnent pour guide à la société la puissance du nombre, et que nous ne reconnaissons, nous, que celle de la capacité.

Nous dirons aux seconds : non, nous ne sommes pas des *mystiques ni des absolutistes*, car nous réalisons toutes nos croyances; car la liberté nous est tellement chère que nous ne saurions nous borner, avec vous, à la proclamer comme un *droit* illusoire, et que nous réclamons la seule réforme sociale qui puisse la rendre réelle et féconde; car, chez nous, nul ne sera privé, par la misère héréditaire, des moyens de développer ses facultés, et tous pourront faire ce qu'ils seront capables de faire, et tous aimeront ce qu'ils devront faire.

Nous dirons ensuite aux uns et aux autres :

Mais, si en notre qualité de RÉORGANISATEURS nous nous distinguons soigneusement de vous tous, qui êtes TOUS également, sous des formes diverses, les partisans exclusifs de la doctrine critique, et les derniers agens de la démolition, nous pouvons du moins satisfaire tout ce qu'il y a de légitime, de bon, et de généreux, dans vos sentimens et vos intentions.

Libéraux sincères, que la crainte de l'anarchie, que l'amour de l'ordre ou de la paix, arrêtent dans l'application de vos principes, et rendent timides ou modérés, venez à nous! car vous trouverez, avec nous, la paix et l'ordre, sans être forcés de recourir à des menaces homicides; car vous jouirez, au milieu de nous, d'une liberté que vous n'appréhenderez pas, à chaque instant, de voir dégénérer en licence.

Républicains de bonne foi, qui désirez ardemment le bonheur du peuple, venez à nous aussi! car, hors de nous, il n'est rien d'essentiellement profitable, de radicalement salutaire, pour le peuple; car nous vous assurerons une liberté positive et non factice, une liberté qui ne fasse pas sortir inévitablement, de ses excès, la dictature du glaive.

Venez encore à nous, vous, que le désordre révolutionnaire épouvante, et que l'absence de toute autorité morale rend si opiniâtres à regretter le passé! venez à nous, car le pouvoir, que vous regrettez, avait accompli depuis longtemps sa mission providentielle; depuis long-temps, il ne marchait plus dans la voie du progrès; depuis long-temps, il avait perdu sa force morale, et ne s'appuyait plus que sur la force physique, qui vient aussi de lui échapper sans retour; venez à nous, car nous seuls possédons UN POUVOIR, dans la vraie acception du mot, un pouvoir fondé sur la confiance, sur l'amour réciproque, sur la communauté de sentimens, d'idées et d'intérêts, qui doivent lier les gouvernans et les gouvernés.

Venez TOUS à NOUS, royalistes anciens, royalistes nouveaux, démocrates de toutes les nuances! car NOUS justifions tout ce qu'il y a en vous de justifiable; car c'est EN NOUS, seulement, que peut s'opérer cette fusion, cette réconciliation des partis, si souvent et si vainement promise; car c'est à NOUS qu'il est donné de faire chérir le pouvoir aux amis de la liberté, et la liberté aux amis du pouvoir.

Venez! l'heure, le moment de répondre à cet appel est arrivé! Voyez les signes des temps! ils sont éclatans sur vos têtes! De toutes parts, LES CLASSES LABORIEUSES, qu'on n'a comptées pour rien jusqu'ici, s'agitent et s'émeuvent. Chaque jour nous annonce des rassemblemens, des coalitions d'ouvriers, etc. Ce n'est pas seulement Paris qui les voit dans son sein, qui en est troublé, alarmé; c'est la France tout entière; c'est plus que la France, c'est la Belgique, c'est l'Allemagne, c'est l'Europe, du midi au nord, qui s'ébranle. Partout, les masses populaires manifestent l'impatience du joug qui pèse sur elles, et cette manifestation est, partout, accompagnée des excès et des désordres, qui signalent, presque toujours, les mouvemens aveugles des classes flétries, démoralisées par la servitude. Je dis *partout*; car la capitale du monde civilisé à pu seule nous offrir une population ouvrière, raisonnable et généreuse, jusque dans l'expression de son désespoir. Réprimez, réprimez donc ces désordres et ces excès; opposez partout les gardes *bourgeoises* à la *multitude* effrénée, à cette masse de *prolétaires* qui, mécontens de leur sort, fatigués de leur misère, ne savent chercher un remède à leurs maux que dans la violence, et marcher vers le mieux qu'à travers le pillage et la dévastation. Mais, au nom de Dieu! voyez, dans ces événemens calamiteux, autre chose qu'une occasion d'exercer la valeur de vos cohortes urbaines, comme le disent tant de feuilles, qui font de la barbarie chaque matin avec une révoltante légéreté. Voyez-y la révélation de souffrances qui deviennent de plus en plus insupportables, et le symptôme d'une nouvelle ère d'affranchissement pour les innombrables malheureux, qui subissent encore l'exploitation de l'homme par l'homme.

ECOUTEZ :

Quelque temps avant l'apparition du christianisme, les ESCLAVES se lassèrent, à Rome, et dans le reste de l'Italie, de servir d'instrumens aux plaisirs de leurs maîtres dans les jeux sanglans du Cirque, et de croupir dans les travaux les plus pénibles et les plus abjects, pour alimenter le luxe ou l'aisance de la double aristocratie des patriciens

et des plébéïens. Ils se révoltèrent, et formèrent une armée de plus de cent mille hommes, du sein de laquelle surgit un grand capitaine, Spartacus, digne, selon l'expression d'un écrivain philosophe du 18e siècle, de combattre *pour une meilleure cause*, comme si la cause de l'humanité, soulevée contre la férocité et l'oppression, n'était pas la plus sainte de toutes les causes. Après trois années de succès et de revers alternatifs, les esclaves succombèrent sous les coups de Crassus et de Pompée; et les bourgeois de Rome, patriciens, chevaliers et plébéïens, s'applaudirent également de cette défaite, qu'ils regardèrent tous comme définitive, comme la juste punition d'une révolte accidentelle, sans cause profonde et légitime. Ils ne comprirent pas ce qui était au fond de cette terrible insurrection; ils ne virent pas qu'elle annonçait évidemment que l'esclavage, devenu universellement odieux et n'étant plus volontairement supporté, ne pourrait pas se soutenir long-temps, et ils furent surpris dans leur imprévoyance par L'EVANGILE..... qui, en venant affranchir pacifiquement les esclaves, préserva aussi les maîtres des chances horribles d'un affranchissement violent et meurtrier.

A la fin du moyen âge, les SERFS des campagnes se soulevèrent aussi, et ravagèrent la plus grande partie des provinces de France. Vous connaissez tous la guerre de la *Jacquerie*, qu'avaient précédée, et que suivirent, de nombreuses rebellions de même nature. Les Jacques furent écrasés; mais ils avaient exprimé un besoin vrai et pressant; l'émancipation des populations rurales devint plus que jamais nécessaire, et prévint, en effect, de nouvelles calamités.

Hé bien! vous qui parlez sans cesse des leçons de l'expérience, comprendrez-vous celles-là! LES CLASSES OUVRIÈRES vous disent bien haut qu'elles souffrent; et parce que vous avez en main une force matérielle qui peut les réduire momentanément au silence, vous croyez qu'il suffit, pour vous débarrasser à jamais de leurs cris importuns, de leur montrer l'appareil formidable dont vous êtes entourés, de leur rappeler les lois draconiennes que la bourgeoisie a faites, que la bourgeoisie applique, que la bourgeoisie exécute. Détrompez-vous! Cette fois encore, le sang des victimes coulerait sans fruit pour les bourreaux; car les victimes ne font que céder au besoin du progrès, et l'avenir, dans la vie d'une race perfectible, reste toujours à qui combat et meurt pour le progrès!

Accueillez donc, avec reconnaissance, au lieu de repousser avec dédain ou avec effroi, la DOCTRINE qui vient faire pour vous ce que l'Evangile fit pour les propriétaires d'esclaves, ce que la prudence des rois et des grands vassaux fit pour les propriétaires de serfs. Plus vous redoutez le désordre, plus vous craignez d'être violemment dépouillés, plus vous devez vous attacher à la religion nouvelle, qui peut seule désarmer la colère des masses, dont la misère laborieuse ne veut plus entretenir votre opulente oisiveté. Vous nous accusez de vouloir vous *enlever* votre propriété, et nous venons, au contraire, vous la *garantir;* non pas, il est vrai, la propriété que donne le hasard de la naissance, mais la propriété que Dieu lui-même vous aura destinée, la propriété qu'exigera votre aptitude, que légitimera votre travail; une propriété que nulle vicissitude ne pourra atteindre C'est vous dire assez que nous vous rendrons plus que vous n'aurez perdu, et que notre *prétendue* spoliation n'est qu'un échange, qui décuplera vos richesses, en vous préservant d'une spoliation *véritable*, d'une spoliation *sans compensation*; d'une spoliation *violente*, qui, sans nous, deviendrait de plus en plus imminente et désastreuse.

Lorsque j'arriverai, dans le cours de mes prédications, à la question que je ne puis toucher ici qu'en passant, je démontrerai avec plus d'étendue, comment l'intérêt des propriétaires doit les amener à nous, tout aussi bien que les prolétaires. Vous verrez alors qu'à une autre époque de notre histoire, à la fondation de la société féodale, la propriété fut considérée aussi, comme SOCIALE, et distribuée entre les conquérans, *selon leurs services militaires*, qui étaient alors *les services sociaux* les plus éminens. Vous verrez que les anciens propriétaires de la société romaine, qui ne furent pas dépouillés, se trouvant de plus en plus menacés dans leur possession *individuelle et isolée*, s'empressèrent de donner leurs alleux à *l'Etat ou au prince*, pour les recevoir ensuite, à des conditions plus ou moins onéreuses, comme DEPENDANCES DE LA PROPRIETÉ PUBLLIQUE, afin d'obtenir protection contre le pillage, et de pouvoir être défendus contre *une expropriation brutale*. C'est une *protection analogue* que la doctrine de Saint-Simon vient offrir aux propriétaires de la vieille société française, dont la possession a été frappée au cœur, dans son principe, selon la judicieuse remarque d'un journal rétrograde, le jour où la propriété féodale a été proclamée incompatible avec les besoins de la nouvelle société, où elle a été méconnue, renversée, dans la famille royale et dans le patriciat. Ce n'est pas une *protection guerrière* que nous leur présentons, mais l'appui d'une ASSOCIATION FONDÉE SUR LA COMMUNAUTÉ D'AFFECTIONS, DE CROYANCES ET D'INTÉRÊTS, ET DANS LAQUELLE ILS SERONT CLASSÉS SELON LEURS FACULTÉS ET RETRIBUÉS SELON LEURS OEUVRES.

C'est à VOUS surtout, MES FILLES! c'est à VOUS qu'il appartient de leur faire sentir toute l'étendue de cet appui, tout l'avantage qu'ils trouveront à cesser de posséder FÉODALEMENT, pour posséder SELON DIEU, SELON SAINT-SIMON, SELON LA CAPACITÉ; à VOUS, que la constitution actuelle de la propriété retient dans les chaînes, et blesse si souvent dans vos plus légitimes affections; à VOUS dont la sensibilité profonde doit répugner si vivement à être exclusivement appréciées et classées, non selon votre cœur, non selon les dons heureux que vous prodigue l'auteur de toutes choses, mais SELON LA FORTUNE, SELON

LA DOT; à VOUS, enfin, qui, comme eux, et plus qu'eux, devez gagner à être dépouillées *du patrimoine du hasard* pour recueillir CELUI DU MÉRITE, CELUI DE L'AMOUR, DE LA SAGESSE ET DE LA BEAUTÉ.

## ÉMEUTES POPULAIRES.

Après le combat, le peuple a compris, que, dans le mécanisme social, il était, non pas le moteur, mais l'instrument. Il était agité de pressentimens vagues; mais il n'était point animé de cette volonté continue qui préside a une action organique. Il a reconnu qu'il était principalement *bras*, et il a appelé un *cœur aimant* et une *tête intelligente*, capables de lui donner l'impulsion. Arrêté dès ses premiers pas dans la carrière dont il venait de s'ouvrir violemment l'entrée, il a demandé qu'on le dirigeât. Le jour des hommes d'Etat et des publicistes, des gens de loi et de réglement, est ainsi venu. *Le Moniteur*, héraut de la scène politique, a proclamé leurs noms, et chacun a été accueilli au premier instant par un concert d'acclamations et d'éloges, témoignage bruyant de la faveur populaire, et de l'importance du personnage.

Le grand conseil législatif, et les synodes provinciaux et municipaux se sont donc assemblés. Les *délibérans* ont discuté, disserté et commenté; ils ont voté pas assis et levé, par boule blanche et boule noire; mais ils ont eu sagement le soin de se renfermer dans la *métaphysique* libérale, dans le *mysticisme* constitutionnel. Ils ont invoqué dans mille harangues et proclamations, toutes les divinités de leur Panthéon, la *Liberté*, la *Sécurité*, la *Paix*, l'*Union*, l'*Ordre public*, divinités sans autels, sans adorateurs et sans prêtres. Puis ils se sont repris à les glorifier, à les invoquer encore, non qu'ils fussent insatiables des ineffables douceurs de cette vie contemplative, mais parce qu'ils n'osaient traduire la *métaphysique* dans les *faits*, la *théorie* dans la *pratique*: ils comprenaient que ces *faits*, cette *pratique*, ce sont les *faits* et la *pratique* de 91, qui engendra 92, qui engendra 93 et 94.

Cependant, le peuple, qui apprécie peu la métaphysique, le peuple qui ne s'enflamme pas pour des théories, fussent-elles professées par un éclectique, un 221, ou même par un membre de l'extrême gauche, attendait impatiemment à la porte, de la *pratique*, de l'*application;* c'est-à-dire, un peu plus de pain, quelques améliorations à sa misérable existence, un peu de baume pour ses plaies. Il a crié, il a pétitionné; puis s'est ému et a brisé des mécaniques, comme un enfant qui déchire son rudiment pour punir le maître d'école.

Et alors sa situation fâcheuse s'est aggravée; l'industrie a été frappée de torpeur; les canaux par lesquels les capitaux s'écoulent, ou remontent, se sont resserrés; et les ouvriers ont été plus misérables, ils ont eu un peu moins de pain qu'avant le 25 juillet.

Cependant les gouvernans, de plus en plus effrayés par la seule pensée de la *pratique* révolutionnaire, se sont remis en prières, poussant vers leurs dieux des cris de détresse, et appelant à leur aide tous les saints du paradis parlementaire. Ils se sont enfin montrés au peuple; ils ont fait bruire à ses oreilles la voix de la plus menaçante de de leurs divinités, l'*ordre public*, et ils l'ont averti que s'il ne se contentait pas de la *pratique* du 24 juillet, ils n'avaient à lui offrir, en échange, que les bancs de la police correctionnelle, et au besoin les baïonnettes de la garde nationale.

Ce manifeste a été d'abord lancé sous mille formes de ménagement et de bienveillance. On a employé à l'égard du peuple l'ingénieuse fiction des ministres responsables; on a exalté sa *sagesse*, sa *générosité*, son *courage*, ses *vertus patriotiques*, comme hier on célébrait la *bienfaisance* de Charles X, la *vive sollicitude* de ce roi, *le meilleur des rois*, pour la gloire et le bonheur de la France; il y a eu protestation de dévouement aux intérêts populaires, comme il y avait eu protestation de fidélité au petit fils de saint Louis et d'Henri IV; mais on a mis en scène des *agens provocateurs*, des *agitateurs perfides*, des *jésuites déguisés*, des *gendarmes en habit bourgeois*, sur lesquels on a fait pleuvoir malédictions, imprécations et menaces, avec citations du Code pénal, comme naguère on épanchait le torrent des accusations parlementaires sur la tête des *déplorables* et des *incompatibles*. Or, le peuple est peu habitué aux précautions oratoires; il entend peu métaphore et métonymie; force a été de s'expliquer avec lui en termes précis et nets; c'est ce qui vient d'avoir lieu dans une de nos principales villes manufacturières. Le maire de Rouen vient de déclarer aux ouvriers ameutés, sans autre figure de rhétorique qu'une véhémente apostrophe, qu'il fallait capituler sans condition; il leur a formellement donné à choisir entre les coups de fusil et l'ancien état de choses; et le *Journal de Rouen* affirme qu'en effet les maîtres *ont fait pour les ouvriers tout ce qu'il était* HUMAINEMENT *possible de faire.*

Telles sont les paroles sévères prononcées par des magistrats, qui, nous en sommes convaincus, désirent ardemment le bien du peuple. Que leur cœur a dû saigner lorsqu'ils ont proféré ces terribles menaces! Mais quel moyen, autre qu'un appareil de mort, la constitution actuelle de la société met-elle à leur disposition pour calmer les masses soulevées?

Ces mouvemens populaires constatent un fait: le règne des oisifs, les abus du système de concurrence illimitée, sont devenus intolérables à la classe ouvrière; elle manifeste son malaise par des inquiétudes, des agitations, des emportemens; mais elle ignore la cause de son mal; elle se fatigue à poursuivre des fantômes, à frapper dans le vide; elle s'épuise en vains efforts, et elle aggrave la douleur qui la consume.

De leur côté, les libéraux ne conçoivent pas d'autre

organisation sociale que le régime *constitutionnel; la balance des pouvoirs* est pour eux une panacée universelle; ils ne diffèrent entre eux que sur la grandeur respective des forces mises en jeu; ils assignent une limite au progrès; ils croient de bonne foi que l'humanité, lasse de sa marche ascendante, accepte pour demeure définitive la masure replâtrée du représentatif; ils ne savent pas que LES OUVRIERS sont LES FILS DES SERFS, comme LES SERFS étaient LES FILS DES ESCLAVES, et que la Providence, qui a dégagé les serfs et rompu la chaîne des esclaves, a déjà mis le doigt sur les liens des ilotes de nos champs et de nos manufactures; ils ignorent que lorsque le passé recule et perd du terrain, l'avenir avance et s'en empare, et que LE PEUPLE C'EST L'AVENIR.

Non, ces hommes ne sont pas à blâmer; ils ne méritent pas les injures et les dégoûts dont les abreuvent ceux qui, hier, étaient leurs amis; il faut les plaindre, il faut déplorer amèrement les inextricables embarras où ils se sont engagés. Ils proclament des principes absolus, mais ils n'ont garde d'en déduire les conséquences; car, de proche en proche, ces conséquences aboutissent à la dictature des sans-culottes et des tricoteuses. D'autres, plus ardens, les gourmandent, les poussent, les pressent d'être logiciens.... Eh bien! demain, peut-être, ceux-là seront assis au conseil du prince; alors, seulement alors, ils comprendront qu'il n'y a qu'une manière de faire de la logique avec les dogmes libéraux, c'est de commencer comme Mirabeau, de continuer comme la Gironde et de finir comme le Comité de salut public; harcelés à leur tour, ils feront un pas en avant; mais à peine auront-ils mesuré la profondeur de l'abîme, leurs visages se ternironi d'épouvante; cramponnés au bord du précipice, ils s'écrieront, d'une voix lamentable, que la *démocratie coule à pleins bords;* ils en viendront à la baïonnette et à la mitraille..... Car c'est là aussi l'*ultima ratio* du libéralisme.

Le journal de Rouen a raison : *tout ce qui est* HUMAINEMENT *possible, aujourd'hui, a été fait pour les ouvriers.* On a étalé des listes de souscription, on a fait quelques aumônes, entrepris quelques minces travaux. Cette philantropie, qui, l'hiver passé, n'a trouvé que des fêtes pour secourir la faim et le froid, qui n'a pu soulager les douleurs du peuple qu'en y insultant, vient d'enfanter de nouveau; accourez et voyez, jugez-la par son fruit. O libéraux, vous l'avez dit, cette œuvre mesquine, c'est tout ce que les moyens *humains* peuvent accomplir!

Vous avez choisi parmi vous les cœurs les plus sympathiques, les esprits les plus élevés, les plus habiles: vous avez fait sortir de la foule l'élite de la grande nation, tous, hommes vivement affligés des maux du peuple, tous, accusant le pouvoir déchu d'être impuissant à calmer ses souffrances, tous brûlant de s'asseoir sur les siéges des magistrats, persuadés que leurs efforts prépareraient l'âge d'or sur la terre. Leurs vœux sont exaucés, ils occupent les ministères, les préfectures, les mairies...; voici que, poussé par le progrès, le peuple a voulu marcher, et ils n'ont su que lui mettre une obole dans la main, et lui ordonner de rebrousser chemin, sous peine des cachots et des supplices. Hommes généreux! savans expérimentés! si vous avez été condamnés à cette désespérante impuissance, c'est pour avoir agi *humainement;* c'est pour avoir demandé des inspirations à une loi morte. C'EST QUE DIEU N'EST PAS AVEC VOUS; DIEU, source de tout perfectionnement, de toute amélioration sociale.

Un jour vint, où Dieu quitta les autels des païens, pour mettre sa parole dans la bouche des prêtres du Christ. Alors les reines du désert, Thèbes, Memphis et Palmyre, furent veuves de leur magnificence et de leurs peuples: les palais et les temples tombèrent en ruines, et ne furent plus habités que par le chacal solitaire, par l'épervier et le passereau.

Aujourd'hui les Arabes du désert, conquérans de ces ruines, construisent avec de la boue et des décombres, de misérables cabanes qu'ils appuient contre les colonnes des monumens. C'est là qu'ils renferment leurs femmes et leurs troupeaux, c'est là qu'ils recèlent le butin enlevé aux caravanes.

O libéraux, n'êtes-vous point comme les Bédouins des villes du désert?

Le jour est arrivé où Dieu s'est retiré du milieu des chrétiens. L'humanité s'est émue comme la mer, elle a battu les parois de l'édifice catholique et féodal, elle l'a ébranlé dans ses fondemens; il s'est écroulé avec fracas et la terre est jonchée de ses débris.

Une seule colonne est restée debout sur sa base, au milieu des chapiteaux épars et des fûts renversés: c'est ce que vous appelez L'HÉRITAGE.

Vous avez roulé des débris, vous les avez amoncelés, vous les avez dressés en cercle autour de la colonne; c'est dans ce frêle édifice que vous tenez entassés vos femmes et vos ouvriers, c'est là que vous vous partagez la dépouille des travailleurs.

Dieu n'était pas avec vous, vous ne l'avez pas invoqué lorsque vous avez posé la première pierre; vous ne lui avez point adressé de pompenses actions de grâces, lorsque vous avez couronné le faîte.

Sur le fronton de votre édifice vous n'avez pas inscrit son nom trois fois saint; toujours regrattant, vous y avez tracé, d'une main, des caractères passagers que vous effaciez de l'autre. Aujourd'hui, vous vous efforcez de creuser la pierre, pour faire paraître ces mots: LIBERTÉ, ÉGALITÉ, ORDRE PUBLIC, c'est-à-dire, *égoïsme*, *mensonge* et *menace*.

Vous vous êtes dit: « Nous sommes de grands architectes! accourez nations, contemplez l'œuvre de nos mains, cette œuvre superbe qui doit rendre notre mémoire chère à tous les âges. » Mais vous avez été votre propre risée;

votre édifice a craqué soudain, les murailles se sont fendues, la clef de la voûte s'est détachée, et s'est brisée en éclats.

O libéraux! DIEU SEUL EST L'ARCHITECTE DES NATIONS.

SAINT-SIMON, notre glorieux maître, s'arrêta devant vous, en passant, lorsque vous étiez à l'ouvrage, vous exhortant les uns les autres.

« Hommes, qui construisez un abri pour l'humanité, s'écria-t-il, sans doute vous avez UN CHEF qui vous a tracé un plan, qui dirige et combine vos efforts, qui dit a l'un, allez, et il va; à un autre, venez, et il vient? »

» — Nous n'avons point de chef qui dirige et combine nos efforts; nous sommes *libres et égaux* en vertu de nos droits naturels et imprescriptibles. »

« Hommes qui construisez un abri à l'humanité, reprit-il, avez-vous UNE RELIGION? La religion est le seul ciment qui puisse assurer la solidité de votre enceinte. »

« — Nous ne sommes point religieux; nous sommes des hommes *positifs* »

« Hommes qui construisez un abri à l'humanité, y a-t-il parmi vous un maître qui vous ait donné l'enseignement du PROGRÈS? Celui qui ne l'a point reçu, peut changer; mais un malade est-il guéri pour avoir été retourné? »

De violentes clameurs s'élevèrent parmi vous.

— « Nos principes sont éternels et *inaltérables*; *nous ne varions point* suivant les temps ni suivant les lieux. Passant, qui nous interrogez, vous êtes un insensé digne de pitié. »

Et quelques-uns prirent de la boue qu'ils pétrissaient, et la lui jetèrent à la face.

Et lui, sans secouer la poussière de ses pieds, continua son chemin, interrogeant les hommes et les âges. A peine s'était-il détourné, que du haut en bas vos murailles se lézardèrent.

Alors DIEU se révéla à lui, et lui dicta le plan d'un palais magnifique. Lui se mit à l'œuvre, et, seul, de ses mains, il tailla la première pierre et posa les fondemens.

Libéraux, nous poursuivons l'œuvre de notre maître. Voyez! déjà les murs sortent de terre et décrivent le plan de l'édifice, qui sera pour l'humanité un abri commode et splendide.

## SUR LES COALITIONS D'OUVRIERS.

Au commencement de l'année 1824, un comité de la Chambre des communes d'Angleterre fut nommé pour s'occuper de l'abolition des lois qui défendaient les coalitions, soit des maîtres, soit des ouvriers. Après une enquête, dans laquelle furent entendus un grand nombre de maîtres et d'ouvriers, venus de toutes les parties de l'Angleterre, le comité, le 19 mai 1824, présenta à la Chambre les résolutions suivantes.

Il résulte des témoignages recueillis par le comité, que des coalitions d'ouvriers ont fréquemment eu lieu en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, dans le but d'élever ou de soutenir le taux des salaires, de diminuer les heures de travail, d'imposer des restrictions aux maîtres dans le choix de leurs ouvriers, *et que les lois en vigueur ont toujours été impuissantes pour prévenir ces coalitions.*

II. Il est également constaté que les maîtres se sont souvent unis et coalisés, dans le but, soit d'abaisser les salaires de leurs ouvriers, soit d'augmenter ou de maintenir le nombre des heures de travail, *et de renvoyer les ouvriers qui ne voudraient pas se soumettre à leurs conditions.*

III. Des poursuites ont été fréquemment dirigées contre les ouvriers, et plusieurs ont été, à différentes fois, *condamnés à la prison et à l'amende*, pour fait de coalition.

IV. Le comité a trouvé quelques exemples de poursuites dirigées contre les maîtres, pour le même fait; mais, *en aucune circonstance, il n'a été prononcé contre eux de condamnation.*

V. Non-seulement les lois en vigueur ont été impuissantes pour prévenir les coalitions, soit des maîtres, soit des ouvriers; mais elles ont eu l'effet tout opposé, d'entretenir entre les uns et les autres, l'irritation et la méfiance, *de donner un caractère violent aux coalitions, et de les rendre éminemment dangereuses pour l'ordre public.*

VI. L'opinion du comité est, que les maîtres et les ouvriers doivent être affranchis de tous les réglemens, qui ont pour but de fixer le taux des salaires, ou la durée des heures de travail, qu'on doit les laisser libres de faire entre eux leurs arrangemens comme ils l'entendront.

VII. En conséquence, les statuts parlementaires, qui ont pour but de prévenir les coalitions soit des maîtres, soit des ouvriers, doivent être révoqués.

VIII. La voie de l'*arbitrage*, pour régler les différens entre les maîtres et les ouvriers, ayant en général conduit aux résultats les plus satisfaisans, toutes les fois qu'elle a été tentée, il est à désirer que les lois qui établissent et règlent le *jugement par arbitres*, soient étendues à toutes les industries.

IX. En révoquant les lois spéciales contre les coalitions, il sera nécessaire de faire *à la loi commune* toutes les modifications, convenables, afin de rendre son action suffisamment prompte et efficace, soit contre les ouvriers, soit contre les maîtres, qui par menace ou violence, tenteraient de porter atteinte à la liberté dont chacun doit jouir, d'employer son travail ou son capital, de la manière qui lui semble la plus avantageuse.

Les résolutions du comité obtinrent l'assentiment de la chambre, et le 25 juin 1824, parut un acte du parlement (5 Georg. IV. c. 95), qui révoqua les anciennes lois contre les coalitions.

Nous commencerons par déclarer, que nos doctrines sont tout-à-fait différentes de celles professées dans les résolutions du comité de la chambre des communes; nous ne croyons pas que la tâche des chefs de la société doive se borner *à laisser les maîtres et les ouvriers à faire entre eux leurs arrangemens comme ils l'entendent*; nous pensons au contraire que la fonction la plus importante de ces chefs, *lorsqu'ils seront les plus capables*, doit être d'intervenir pour régler tous les rapports d'inférieurs à supérieurs; mais, cette distinction une fois posée, nous nous empressons de déclarer que nous rendons toute justice à l'esprit d'équité et d'impartialité qui a dicté les résolutions du comité. A une époque où la classe des ouvriers et celle des maîtres sont constituées, l'une à l'égard de l'autre, dans un état de lutte, qu'aucune puissance morale ne peut faire cesser, nous aimons à payer un juste tribut d'éloges aux hommes qui, du moins, ont cherché à délivrer la classe ouvrière des désavantages légaux, qui venaient s'ajouter aux désavantages déjà si graves de sa position sociale, et nous disons:

Voyez ce qui s'est fait chez nos voisins, il y a déjà six ans passées; et cependant, nous, qui depuis si longtemps les précédons dans la voie du progrès social, et de l'émancipation des classes laborieuses,

nous, le peuple de 1789 et de 1830, nous n'avons pas encore effacé de nos codes, ces lois, odieux monumens de l'esclavage des travailleurs, et de leur oppression par les classes privilégiées.

Quelques jours sont à peine écoulés, depuis que nous avons vu la bourgeoisie tirer de nouveau, du fond de son arsenal législatif, cette arme, que ses pères lui ont léguée, pour la défense de sa domination héréditaire. Nous avons vu des ouvriers, traînés devant les tribunaux, parce qu'ils avaient voulu se réunir et se concerter, afin d'obtenir de leurs maîtres une amélioration, plus ou moins bien entendue, à leur position misérable. *Au nom de la liberté de l'industrie*, un des premiers magistrats de la Cité a refusé d'être arbitre entre leurs maîtres et eux; et lorsque, repoussé, par le magistrat, ils ont voulu se concerter, pour obtenir *par eux-mêmes* le redressement de leurs griefs, celui-ci, *toujours au nom de la liberté de l'industrie*, leur a défendu de s'assembler; et comme ils n'ont pas tenu compte de sa défense, le ministère a instruit contre eux, *pour fait de coalition*; et lorsqu'ils ont comparu devant le tribunal, pas une voix ne s'est élevée pour récuser l'autorité du texte suranné et barbare que l'on invoquait contre eux. Leur défenseur, lui-même, a craint d'aller jusque-là. Fidèle aux traditions du Palais, il a reconnu lui-même leur culpabilité, incontestable sans doute, puisqu'ils avaient osé enfreindre le texte formel d'une loi écrite. Il s'est contenté de réclamer pour eux l'indulgence de leurs juges, en faisant ressortir leur dévouement aux intérêts de ce que la bourgeoisie appelle *l'ordre public*, et, en même-temps, en les présentant comme des hommes si peu à craindre, et de si petite importance, qu'ils ne valaient pas la peine que la justice appesantît sur eux son bras. (1).

Voilà ce qui vient de se passer chez nous, et une atteinte si grave à la liberté des classes laborieuses, serait un fait vraiment inexplicable, après nos révolutions, et après l'exemple que nous a donné l'Angleterre, s'il ne trouvait sa raison et son excuse dans l'importance même des questions, qui, depuis quarante ans, ont été débattues en France.

Occupés, que nous étions, de démolir l'ancien régime dans ses sommités, de renverser la royauté, la noblesse et le clergé, nous n'avons pas eu le temps d'extirper les racines profondes qu'il avait laissées dans le sol inférieur d'une législation subalterne. Nous avons remis cette tâche à une époque de dangers moins pressans.

Cette époque est enfin arrivée, et nous croyons qu'il suffit de signaler aujourd'hui le maintien, si inconcevable parmi nous, des lois contre les coalitions, et leur révocation en Angleterre, motivée *sur leur caractère oppressif* et *leur influence perturbatrice*, pour qu'on puisse les regarder comme étant de ce jour, effectivement abrogées.

Les lois sur les coalitions seront donc abolies; *la dignité* des ouvriers, *les bonnes intentions* des philanthropes, *l'intérêt de l'ordre public*, le commandent également.

Que les classes laborieuses se réjouissent de ce nouveau pas qu'elles auront fait vers leur affranchissement..... et cependant qu'elles se réjouissent *modérément*.

L'abolition des lois contre les coalitions les délivrera d'un sujet d'inquiétude et de tourmens; elle fera disparaître une trace flétrissante de leur ancienne abjection, mais elle n'aura pas d'autre effet; elle ne contribuera en rien à l'amélioration POSITIVE de leur sort; car les coalitions sont tout-à-fait impuissantes pour produire cette amélioration.

En Angleterre, après la promulgation de l'acte du parlement de 1824, les ouvriers se crurent arrivés au terme si long temps souhaité de leurs souffrances. Ils usèrent largement de la liberté qui venait de leur être concédée. Sur tous les points du royaume on vit surgir des coalitions, qui se proposaient d'obtenir des maîtres une augmentation de salaire, ou une diminution de travail.

Le parlement effrayé de cette soudaine explosion, fut sur le point de révoquer son acte. Il fallut tous les efforts de quelques membres influens du parti populaire pour l'en détourner, en le rassurant sur les suites finales de ces démonstrations, en apparence si redoutables.

Ils ne s'étaient pas trompés. Quelque temps s'était à peine écoulé, et tout était rentré dans l'ordre accoutumé, et les ouvriers avaient repris leurs travaux, appauvris de leur long chômage.

On ne peut se figurer la persistance avec laquelle quelques-unes de ces associations soutinrent leur entreprise. Nous en avons nous-même, connu quelques-unes, qui, continuant leur résistance, après même que les autres s'étaient rendues à discrétion, dépensèrent, pendant trois ou quatre années consécutives, plus de 100,000 fr. par an, pour soutenir le taux des salaires, en refusant le travail aux maîtres. Vains efforts! il fallut céder enfin, après que de nouveaux ouvriers étaient déjà venus remplir en partie la place des réfractaires.

LA COALITION DES OUVRIERS SERA TOUJOURS IMPUISSANTE CONTRE CELLE DES CAPITALISTES. Voilà ce dont il est important que les ouvriers se pénètrent bien, afin de ne point consumer en vaines tentatives les efforts qu'ils emploient à obtenir leur émancipation. Sans doute les capitalistes, comme les ouvriers, perdent à une suspension de travail. Mais ceux-là continuent à vivre sur les fonds qui se trouvent accumulés entre leurs mains; ils trouvent d'ailleurs assez facilement à remplacer les bras qui les abandonnent; les ouvriers au contraire sont, au bout de quelque temps, forcés de se soumettre, pour échapper aux tourmens de la faim.

Il y a des *Sages*, qu'on appelle économistes et philosophes libéraux, qui, pour dégager la classe ouvrière de cette situation critique et inégale, lui ont conseillé de limiter elle-même son accroissement *par le célibat*, de se ménager un fonds d'attente, par un *épargne* sévère. Cette *prévoyance*, disent-ils, la mettra en état d'imposer à ses maîtres des conditions plus favorables pour elle. Ce langage n'est pas le nôtre: il est barbare, il est futile.

NOUS disons, NOUS, que pour émanciper les classes laborieuses, il faut RECONSTITUER LA PROPRIÉTÉ.

Nous disons qu'il faut les reconstituer, de telle sorte:

Que les instrumens et les matériaux du travail, soient repartis ENTRE TOUS, *en raison de la capacité* DE CHACUN,

Et que le produits du travail soient aussi répartis ENTRE TOUS, *en raison des services* DE CHACUN.

Le christianisme a fait de l'*esclave* UNSALARIÉ: — Le Saint-Simonisme fera du *salarié* un ASSOCIÉ.

Alors, sera terminé la lutte, sans cesse perpétuée jusqu'à nous, des propriétaires et des non-propriétaires. Alors, L'ASSOCIATION RELIGIEUSE des supérieurs et des inférieurs, dans l'ordre industriel, fera succéder une douce et puissante harmonie d'efforts aux débats funestes qui accompagnent aujourd'hui l'exploitation *des ouvriers* par *les maîtres*, ou, ce qui est au fond la même chose, *des travailleurs* par *les capitalistes*.

(1) Voyez le compte rendu de la séance du tribunal de police correctionnelle, du 14 septembre 1830.

## ANNONCES.

DOCTRINE DE SAINT-SIMON. Exposition. (1re année 1829), un vol. in-8°. Prix 6 fr. par la poste. Au bureau de l'*Organisateur*, rue MONSIGNY, n° 6, et chez Alex. MESNIER, libraire, place de la Bourse.